

BARON JOSEPH JEAN LAGARDE

1801-1810 « Le préfet de la vaccine »

Joseph Jean LAGARDE, baron (11/05/1755 Narbonne St-Paul -10/06/1839 Paris 2°)

- Avocat (1776) au Parlement de Flandres ;
- à Douai ;
- substitut du procureur du roi, conseiller à la maîtrise des Eaux et Forêts à Lille (1786-1787) ;
- avocat au Parlement de Flandre (1776), conseiller au bailliage de Lille (1788), député de l'ordre des avocats à l'assemblée bailliagère ;
- secrétaire général du département du Nord (1790-1792 publie son compte de gestion, 10/1792), professeur de droit français (1791-10/1792) à l'université de Douai ;
- secrétaire général du Directoire (06/11/1795) puis secrétaire général adjoint du Consulat (11/11/1799) ;
- **Préfet de Seine-et-Marne (28/10/1801-11/11/1810, suspendu),**
- **installé 11/11/1801 ;**
- **favorise la création des écoles secondaires et de la société d'Agriculture de Melun, dont il est le premier président ;**
- **encourage la propagation de la vaccine, multiplie les instituteurs, réprime la mendicité, mène une vie publique très active ;**
- Élu (26/02/1804, grand collègue) pour le Sénat conservateur ;

Propriétaire d'une usine près du pont de Souppes-sur-Loing accusé d'avoir employé tous les fonds (près de 1 00.000 F) fournis pour la réparation du pont à des travaux d'aménagement du Loing, pour faciliter le fonctionnement de son usine ; de même, propriétaire d'une imprimerie à Paris, accusé d'y passer autant de temps qu'à Melun (06/01/1810) ; signalé à Paris pour vendre son aciérie et son imprimerie, d'après Fouché déconsidéré (19/05/1810) ;

Retourne comme avocat à Dunkerque, Paris (1814), Versailles (1823) ; se présente au duc de Berry comme victime de Napoléon (1815) ; membre de la Chambre des garanties pour la caisse hypothécaire de Paris (1824-1836) ; électeur du Nord (1803) ; Légion d'Honneur (14/06/1804) ;

Baron de l'Empire (09/01/1810) ; admis (1786) au collège des Philalèthes de Lille, secrétaire ; auteur de Mémoires

e historique, politique et commercial sur le port de Dunkerque (1814), l'Instruction générale aux maires (1808), de l'Instruction sur la conscription (1809), divers mémoires de jurisprudence, collabore au Répertoire universel de Jurisprudence.